


# Quel avenir pour l'agriculture ?

CLAUDETTE SAMSON

*CSamson@lesoleil.com*



**Jean-Paul Laforest** estime qu'une agriculture dite « durable » est nécessaire.

En quelques décennies, l'agriculture des pays industrialisés s'est transformée de manière radicale. Il ne faut plus aujourd'hui que 2% de la population pour nourrir les 98 autres. Mais un 2% ô combien essentiel...

À l'occasion du Jour de la Terre, LE SOLEIL s'est interrogé sur l'avenir de l'agriculture, en lien avec celui de la planète. Car quelles que soient les technologies qui se développeront, il faudra toujours des gens pour cultiver la terre. Peut-on espérer que cette pratique se fera en harmonie avec l'environnement ?

Le doyen de la faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval, Jean-Paul Laforest, ose y croire.

Nous subissons présentement, dit-il, les effets négatifs de ce qu'il appelle l'agriculture productiviste, par opposition à l'agriculture de subsistance qui fut pratiquée jusqu'à il y a une soixantaine d'années.

Les cultures à grande échelle, les monocultures, les produits chimiques ont révélé leurs effets pervers. Mais il faut aussi apprécier les impacts positifs de la nouvelle agriculture, plaide-t-il.

La génération née après la Seconde Guerre mondiale est la première à n'avoir jamais subi de disette, à n'avoir jamais eu de difficulté à accéder à la nourriture. En outre, celle-ci est devenue de grande qualité, salubre, diversifiée et abondante.

De plus, en libérant une grande population, celle-ci devient libre d'exercer d'autres activités et de contribuer au développement économique et social de la communauté, énumère-t-il.

Cela dit, le doyen estime qu'« on ne peut plus continuer comme ça ».

Bien que le mot lui semble mal défini, il avance la nécessité d'une agriculture « durable ». Et par ce mot, il n'entend pas seulement toute la question environnementale, mais aussi tous les aspects sociaux.

La dépopulation rurale liée à la baisse des besoins en main-d'œuvre agrico-

Position		

le a un effet pernicieux, dit-il, sur l'occupation du territoire. Il y a de plus en plus de terres en friche, et la population finit par oublier la valeur de ce milieu.

Le courant émergent en Europe est de reconnaître de plus en plus la valeur de la campagne, non seulement pour la production alimentaire, mais pour ce qu'elle est en soi. M. Laforest croit que ce courant se rendra jusqu'ici.

On verra, dit-il, les activités se diversifier en milieu rural, ce qui lui redonnera sa vitalité. Même l'agriculture peut être la source de cette diversification. Si on produit de l'agneau dans Charlevoix, pourquoi pas les abattoirs, les produits de transformation, et de là l'activité touristique ? Le développement de la production de fromages fins est un autre exemple.

Sur le plan environnemental, l'universitaire en appelle à une certaine patience. « On chemine bien, mais il faut donner au système le temps d'absorber les changements demandés. »

Il a fallu quelques décennies pour modifier le type de production agricole d'antan, et « on voudrait que les changements se fassent en deux ou trois ans ».

Par exemple, on omet de voir que la production porcine rejette 60% moins de phosphore dans l'environnement qu'il y a 20 ans. Le problème, c'est qu'on a doublé la production, dit-il.

D'autres modifications qui auraient dû être faites ne l'ont pas été : élargir les bandes riveraines, recourir à des murs brise-vents, etc.

Quant à l'agriculture biologique, elle répond à une demande, mais ne sera pas une panacée, croit-il.

Quant à l'agriculture dans les pays en voie de développement, c'est une tout autre histoire. Bien souvent, reconnaît M. Laforest, c'est bien plus une question de politique que de capacité de production.